



LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

AGIR AUJOURD'HUI
POUR **BIEN**
MANGER
DEMAIN



Une exposition
itinérante sur les
enjeux de l'agriculture
et de l'alimentation,
en Suisse et dans les
pays du Sud

La souveraineté alimentaire : agir aujourd'hui pour bien manger demain est une exposition thématique proposée par une large coalition d'organisations de la société civile — ONG ou organisations paysannes — membres de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire, de la Fedevaco ou de la Plateforme Souveraineté Alimentaire de la FGC. Ce travail collectif est mené avec l'appui technique de la Commission Internationale d'Uniterre et de E-CHANGER. Cette exposition est portée par Action de Carême, Association Suisse-Cameroun, Centre Europe-Tiers Monde, Commission Internationale Uniterre, DM-échange et mission, E-CHANGER, Food for the Hungry Suisse, Genève-Tiers Monde, Graine de Baobab, Groupe de Réalisations et d'Accompagnement pour le Développement, Innovations et Réseaux pour le Développement, Jardins de Cocagne-Solidarité Nord-Sud, Magasins du Monde, Pain pour le prochain, Paysans Solidaires, RAFAD, Secodev, Swissaid, Swissaid-Genève, Terre des Hommes Suisse, TerrEspoir et Tourism for Help.

Avec le soutien de la Fédération vaudoise de coopération et de la République et canton de Genève, par le biais de la Fédération genevoise de coopération

Depuis plus de 50 ans, la Fédération genevoise de coopération (FGC), soutenue par les collectivités publiques, œuvre avec une soixantaine d'associations membres et leurs partenaires terrain pour :

- soutenir l'accès des populations défavorisées du Sud aux droits économiques, sociaux et culturels, afin qu'elles puissent vivre dans l'autonomie et la dignité;
- informer et sensibiliser l'opinion publique aux enjeux des relations Nord-Sud, à la coopération au développement et à la solidarité internationale.

www.fgc.ch

Grâce à l'appui des collectivités publiques, la Fédération vaudoise de coopération soutient, chaque année depuis près de 30 ans une soixantaine de projets de développement portés par 50 ONG dans les pays du Sud et de l'Est. Avec son « Fonds information », elle rend aussi possible des actions d'information et de sensibilisation de la population en Suisse, à l'image de cette exposition itinérante portée par une large coalition d'organisations de la société civile.

www.fedevaco.ch

Le contenu de l'exposition et du catalogue engage la seule responsabilité de leurs auteur-e-s.

Les rédacteur-trice-s ont décidé d'employer la forme inclusive quand il est question des paysannes et des paysans, afin de reconnaître à sa juste valeur le travail des femmes dans l'agriculture.

Coordination : Eline Müller, e.muller@uniterre.ch

Les contenus de l'exposition et du catalogue sont disponibles sur demande et sur

expo.souverainetealimentaire.org

Illustrations : Samuel Jordi.

Design et impression : StoneBundle.

Crédits photos : Action De Carême, Pain Pour Le Prochain, Paysans Solidaires, Semences de Pays, SWISSAID, Uniterre, Serge Boulaz, Kurt Graf, Isabelle Lejeune, Eline Müller, Nicolas Repond.



LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

AGIR AUJOURD'HUI POUR BIEN MANGER DEMAIN

La souveraineté alimentaire est un concept et un mouvement global pour nos systèmes alimentaires. C'est une vision d'espoir lancée en 1996 par des organisations paysannes du Sud et du Nord en réponse aux menaces du libre-échange qui s'emballe avec la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La souveraineté alimentaire s'oppose à la dérégulation commerciale qui prône une concurrence généralisée aux dépens des écosystèmes, des économies locales et du climat. L'industrialisation de l'agriculture, de l'élevage et de la transformation de notre nourriture est un miroir aux alouettes qui nous mène dans un mur. A contrario, l'agriculture paysanne produit 70 % de l'alimentation mondiale sur seulement 25 % des terres cultivées. Elle est donc efficiente et durable.

La souveraineté alimentaire se base sur une agriculture liée aux ressources de son terroir, qui n'est pas délocalisable. L'agriculture paysanne existe par des traditions et des relations, du champ à la ville, en passant par les villages. Elle est circulaire, elle vit et se développe sur le long terme, accompagnant les générations. Elle prend autant qu'elle donne. En sont témoins les oliviers millénaires, l'immense diversité des plantes cultivées, les fertilisants naturels produits par des animaux élevés dans le respect ou les purins végétaux. Cette fertilité est au centre du renouvellement constant de l'agriculture paysanne.

Le marché est un outil qui doit répondre à nos besoins collectifs. Il ne doit pas partir en roue libre et laisser la moitié de la planète sur le bas-côté, ni adresser la facture du pillage des ressources naturelles aux générations futures. Nous savons ce que nous voulons : une agriculture paysanne rémunératrice, une alimentation saine, goûteuse et accessible ; de beaux paysages, un environnement

propre, des campagnes vivantes ; de la solidarité et des échanges. L'agriculture paysanne locale se veut diversifiée et multiple, les paysannes et les paysans doivent exister en nombre, car ils et elles sont les dignes gardiens du lien entre la terre nourricière et nos sociétés.

Nous sommes au centre de notre système alimentaire et nous affirmons notre droit à pouvoir en déterminer démocratiquement les règles. La richesse de nos sociétés se fonde sur notre capacité à valoriser ce cadeau offert par la nature. Pour cette raison, la souveraineté alimentaire s'articule autour de l'agroécologie, afin de devenir une véritable agriculture et une culture où chaque humain mérite le respect, au même titre que l'ensemble de la vie organique qui l'entoure.

Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins. La souveraineté alimentaire est une réponse concrète à l'appel à l'action prônée par l'Agenda 2030. Cet agenda pour le développement durable, adopté en septembre 2015 par les 193 Etats membres des Nations Unies, a clairement posé la coresponsabilité des Etats à mener des actions aussi bien au Nord qu'au Sud afin de réduire les inégalités et la pauvreté et de préserver nos écosystèmes. Plus de 200 millions de paysannes à travers le monde, rejoints par un nombre grandissant d'organisations de la société civile, portent cette revendication pour la souveraineté alimentaire, et prouvent que ça marche !

SI NOUS SOMMES CE QUE NOUS MANGEONS,



Nous souhaitons toutes et tous être en bonne santé. Avant la médecine et l'exercice physique, c'est par l'alimentation que nous atteignons cet objectif. Pour la souveraineté alimentaire, le rôle premier de l'agriculture est de nourrir la population avec des denrées alimentaires saines. Pourquoi ne pas rester en bonne santé grâce aux produits fournis par l'agriculture locale ? Ils sont sains et souvent écologiques.

POURQUOI NE PAS MANGER SAINEMENT ?

VIVRE GRÂCE À UNE ALIMENTATION SAINE EN SUISSE

Chaque être humain à
le droit d'accéder une
nourriture suffisante,
saine et adéquate.
Il s'agit d'un droit
fondamental reconnu
par les Nations Unies.

C'est parce que notre alimentation est mondialisée qu'elle baisse en qualité : les méthodes de production, les transports et la transformation dénaturent nos denrées alimentaires. La transformation industrielle (plats préparés avec adjonction de conservateurs et autres produits « améliorant » goût et aspect) est particulièrement néfaste pour la qualité de ce que nous mangeons.

Un autre enjeu est la surproduction de viande et de produits laitiers qui dépend presque entièrement de fourrages importés, cultivés avec des **engrais minéraux** et des **pesticides de synthèse**. La nourriture saine est moins accessible à la population. Entre autres parce que les produits alimentaires transformés sont de plus en plus présents, au détriment des produits frais, et parce que les grands distributeurs contrôlent toujours plus étroitement les marchés.

En Suisse, contrairement à de nombreux pays voisins, les paysannes et paysans ne nourrissent pas leur bétail avec du fourrage issus de cultures OGM. Car la population a montré à plusieurs reprises un refus net de ce type d'alimentation et de production, et des risques qu'il représente tant pour la santé que pour la nature. Les Suisses tiennent à leur agriculture, paysanne, diversifiée, respectueuse de l'environnement.

Une production biologique, locale, de saison, cultivée en pleine terre et récoltée à maturité fournit des aliments sains et écologiques. Par ailleurs, leur transformation artisanale favorise le développement d'une économie locale. Des circuits courts de distribution sont eux-mêmes plus écologiques.

UNE AGRICULTURE LIÉE À NOS BESOINS

Martine Meldem, paysanne à Apples, explique : « Nous sommes la garantie d'une alimentation de qualité, grâce aussi à notre diversité de production : mon ami se convertit au bio, je pratique la vente directe, tu montes à l'alpage avec ton troupeau, il cultive la vigne, nous cueillons des fruits, vous produisez des légumes, nous sommes tous très forts !

Car l'essentiel est dans l'assiette. Et dans notre assiette, si l'on ne fait pas attention, on y met n'importe quoi !

Exemple : les céréaliers sélectionneurs s'inquiètent de produire des qualités de blé toujours plus chargées en gluten. Le caractère spécifique de ces variétés est nécessaire pour fabriquer des pâtes à pain industrielles : grâce à la chimie ajoutée, elles n'ont plus besoin de temps ni pour lever, ni pour cuire. Mais la nature a ses raisons : un certain pourcentage de la population développe des allergies ou des intolérances. [...] La bonne solution, logique et respectueuse de la nature et des hommes, est de cultiver des céréales correspondant à l'énergie dont nous avons besoin, comme on l'a fait depuis toujours. Et comme on sait encore le faire dans nos fermes et chez certains artisans boulangers. »

Pour *La Via Campesina*, la qualité de l'alimentation est au cœur de la notion de souveraineté alimentaire : « le droit à une alimentation suffisante, saine, respectueuse des cultures, pour l'ensemble des individus, des populations et des communautés. »

**En Afrique de l'Ouest,
des projets locaux
répondent aux enjeux
climatiques et agricoles
grâce à une production
locale diversifiée.**

VIVRE GRÂCE À UNE ALIMENTATION SAINE AU SUD

Dans un contexte sahélien comme celui qui caractérise le Burkina Faso et le Mali, où l'exposition aux aléas climatiques est très grande et où la majorité de la population est composée d'éleveur-euse-s et de paysan-ne-s, les enjeux liés à l'agriculture sont nombreux. La production d'aliments sains et la promotion d'une alimentation équilibrée font partie de la solution !

AU MALI, UNE FERME-ÉCOLE ENSEIGNE LA DIVERSITÉ

L'association malienne *Terres Jaunes* a ouvert – avec l'appui de l'ONG genevoise *Tourism for Help* – une ferme-école dont le but est de former les jeunes à l'**agroécologie**. Celle-ci vise l'application des principes de l'écologie à la gestion des systèmes agricoles dans le but d'améliorer la production, tout en favorisant la diversité des espèces et des activités. La ferme-école de Benkadi Bugu dispose de dix hectares de terres, dont un hectare est aménagé pour le maraîchage. La formation, qui dure une année, s'adresse aux jeunes adultes et leur permet de se familiariser avec les bases de l'agroécologie. Les participantes et participants alternent les périodes d'apprentissage à la ferme avec des moments de mise en pratique sur leur propre exploitation, où ils reviennent régulièrement. Cette alternance permet non seulement de tester les connaissances acquises, mais également de les partager avec d'autres paysans et paysannes de leur village. La formation comprend différents modules comme le maraîchage, le petit élevage, les cultures sèches, les traitements naturels et

l'**agroforesterie**. La conservation, la valorisation et la promotion des races **endogènes** de poules sont une activité à part entière à Benkadi Bugu.

AU BURKINA FASO, MANGER LOCAL À LA MAISON COMME À L'ÉCOLE

Dans le but de renforcer le droit à l'alimentation et combattre le phénomène de la malnutrition infantile, trois organisations burkinabé – soutenues par *Terre des Hommes Suisse* – ont mis sur pied le *Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire dans le Boulkiemdé*. Le programme – mis en œuvre initialement dans une trentaine de villages et maintenant élargi à quarante autres – vise un renforcement des capacités des familles paysannes à assurer une alimentation saine et suffisante à tous leurs membres et particulièrement aux enfants. Ce programme ne se limite pas à soutenir la production agricole, mais encourage aussi la diversification de l'alimentation par la mise en place de jardins potagers. De plus, afin que l'alimentation des plus petit-e-s soit équilibrée, des formations et des démonstrations culinaires sont organisées au sein des villages. Dans ce cadre, les animatrices mettent l'accent sur les besoins alimentaires des enfants et proposent aux participantes des recettes équilibrées, combinant les aliments locaux aux propriétés nutritives complémentaires. Depuis quelques années, ce travail de revalorisation des aliments traditionnels se fait également en collaboration avec les responsables des cantines scolaires.

UNE ALIMENTATION SAINES



L'accès à des aliments sains et de qualité est au cœur de la souveraineté alimentaire. Une alimentation naturelle et équilibrée constitue la base de la santé des adultes. Pour les enfants du Sud, l'enjeu est encore plus grand : sans une bonne nourriture, ils ne peuvent pas se développer. Par ailleurs, l'accès à une alimentation saine est indispensable pour leur permettre d'accéder à d'autres droits, comme celui d'aller à l'école.



POUR TOUTES ET POUR TOUS



NOTRE ALIMENTATION :



La souveraineté alimentaire concerne l'entier de la chaîne de production agricole : du champ à l'assiette et de la fourche à la fourchette. En Suisse, l'**agriculture contractuelle de proximité (ACP)** dynamise l'économie locale en permettant la création d'emplois et la mise en valeur des produits du terroir. Elle garantit notamment la transparence tout au long de la chaîne de production et fait baisser les émissions de **CO₂** engendrées par le transport sur des longues distances.



AU SERVICE DE L'HUMAIN OU DE L'ÉCONOMIE ?

POUR UNE ÉCONOMIE LOCALE EN SUISSE

Une chaîne alimentaire
relocalisée place
l'humain au cœur de
notre système écono-
mique. A l'inverse du
néolibéralisme, qui
met les mangeurs et
mangeuses au service
de l'économie.

Dans notre système actuel — l'économie de croissance — c'est le marché qui décide de tout sans vraiment se soucier ni de la santé, ni de l'environnement, ni même de la vie. Dans ce système, les prix sont fixés en fonction de la surproduction, de l'offre et de la demande, des valeurs en bourse ou d'autres paramètres déliés de la réalité, sans tenir compte de la véritable valeur des biens, ni de leurs coûts de production. Il s'agit de reprendre le marché en main et de donner à l'alimentation une valeur autre que purement monétaire.

Pour qu'un système alimentaire soit souverain, il doit concerner toutes les filières. Une filière est constituée de l'ensemble des ressources nécessaires à la production, la transformation et la distribution d'un certain aliment. La filière du lait, par exemple, recouvre l'entier de la chaîne, du pis de la vache à la brique dans le frigo. De nombreuses filières ont été affaiblies par le **néolibéralisme** de ces dernières décennies.

En Suisse — où le duopole Coop-Migros se partage 80% du marché — de nombreuses initiatives tentent de répartir équitablement les revenus comme les risques, de réduire les transports et les **intrants** (pétrole, **pesticides**, engrais...), de rendre les prix transparents et de garantir des investissements locaux. Les **ACP**, les labels de commerce équitable, la vente à la ferme, ou les marchés urbains vont dans ce sens. Bien souvent, ces projets ont un effet boule de neige et créent une véritable dynamique locale autour d'une ou de plusieurs filières. Et remettent en marche des structures de transformation, de stockage et de commercialisation dans nos villes et nos villages.

LE PAIN LOCAL DE TOURNERËVE

C'est le cas de l'*Affaire TournerËve*, une association ACP d'une quinzaine de paysan-ne-s de la région genevoise qui cherche, à travers ses paniers, à faire redécouvrir et valoriser ses produits. Un sous-groupe a développé il y a quelques années une démarche de promotion de ses céréales pour des boulangers artisanaux. Un de ces membres, Thomas Descombes, témoigne :

« Notre histoire a commencé avec un moulin installé dans une roulotte afin d'être au sec et à l'abri des souris. Cette installation mobile nous a permis de participer à certaines actions au centre-ville. Très vite quelques boulangers ont manifesté leur intérêt pour collaborer et travailler nos produits. A travers des contrats de collaboration nous avons défini les valeurs que nous voulions défendre dans notre démarche : prix rémunérateur aux paysans, transparence de la filière, mise en valeur du travail du paysan et de la boulangerie artisanale. (...) Nous avons rencontré certaines difficultés, par exemple au niveau du service d'hygiène ou du feu. Les filières de transformation de petite échelle ne sont plus considérées dans le système industriel actuel. »



On a coutume de dire qu'il n'existe pas de politique agricole en Afrique. Il serait plus juste de dire que les interventions publiques, soutenues par la coopération internationale, ont concentré leur attention sur la production, la transformation et l'approvisionnement axés vers l'exportation ou sur les céréales de base, oubliant la promotion du « consommer local ».

POUR UNE ÉCONOMIE LOCALE AU SUD



Avec la croissance démographique et la formation d'un marché intérieur, on aurait pu croire que la demande de produits locaux aurait augmenté en soutenant la production. Or, il faut se rendre à l'évidence, soutenir la production ou la transformation de produits locaux ne se traduit pas automatiquement par une augmentation de leur consommation. En particulier en ville où la demande est comblée par les produits importés. Pourquoi ne pas inverser la logique et agir plutôt sur le développement de la demande ?

CULTIVER, PRODUIRE ET MANGER AU TOGO

Au Togo, l'*Organisation pour l'alimentation et le développement local*, travaille justement en faveur du développement de la demande. Créée en 2003, cette association a pour objectif de promouvoir l'agriculture familiale durable et la souveraineté alimentaire par la valorisation des produits locaux. Plusieurs des activités mises en place sont innovantes et méritent de faire école dans la **sous-région**. À titre d'exemple, la BoBaR (Boutique-Bar et Restaurant), à Lomé, a pour but de promouvoir le « manger local » en milieu urbain et d'améliorer le pouvoir d'achat des paysannes et des paysans en commercialisant leurs produits.

Toutefois, le marché des produits locaux ne doit pas être une **niche**. Or, les investissements nécessaires pour proposer un produit fini peuvent en faire augmenter les coûts, et le destiner au final plus particulièrement à une clientèle ayant un pouvoir d'achat plus élevé. Face à cette difficulté, OADEL a mené des actions d'éducation des consommateurs et consommatrices pour les inciter à acheter les produits locaux de qualité, même s'ils sont parfois plus chers. Dans cette optique, le travail de sensibilisation se base sur le message que les produits locaux permettent de réinvestir dans l'économie locale, créant ainsi un cercle vertueux.

Mais la promotion des produits locaux doit aussi faire face à des difficultés en termes d'image. En Afrique de l'Ouest, les produits importés sont considérés comme de meilleure qualité. Ils sont vantés par la publicité qui survalorise un modèle de consommation paradoxalement inaccessible à la grande majorité des populations, tant urbaines que rurales. Les produits d'importation sont consommés par les classes aisées ou moyennes et par les étrangers qui servent de « modèle ». Un travail difficile de sensibilisation, de communication et de formation doit être réalisé pour dépasser ces « références » et permettre à la population de franchir un autre palier : avoir confiance dans la qualité des produits locaux.

UNE PRODUCTION DE PROXIMITÉ



Décentraliser les activités de transformation est la base de la souveraineté alimentaire. Cette relocalisation renforce l'économie locale et crée des emplois tant dans l'agriculture que dans la transformation. Elle valorise les produits sains, de proximité et de saison et permet ainsi le maintien d'une agriculture paysanne durable.

POUR DES DENRÉES ALIMENTAIRES DE QUALITÉ



SORTIR DU PIÈGE



Pour rester concurrentielle sur le marché global, notre agriculture locale est obligée de se spécialiser dans certains produits et de **mécaniser** le travail. Les familles paysannes doivent souvent acheter des machines très coûteuses et croulent sous les dettes. La souveraineté alimentaire inverse cette tendance en remettant l'humain au centre de l'économie agricole.



DE L'ENDETTEMENT À VIE

RECONQUÉRIR SON AUTONOMIE EN SUISSE

Outre la spécialisation et la mécanisation, la course à l'agrandissement des structures agricoles a engendré des investissements en capital conséquents : bâtiments, machines, terres. Des dettes difficiles à rembourser vu le prix de vente des produits agricoles.

En Suisse, comme dans tous les pays industrialisés, la tendance est au développement d'une agriculture de plus en plus coûteuse. Par exemple, lors de la reprise de la ferme par l'un des enfants, celui-ci devra emprunter pour payer une part de la valeur de l'exploitation à ses frères et sœurs. Devant ces difficultés financières, la **mécanisation** pourra lui paraître la solution appropriée.

Partant d'un besoin légitime d'alléger la charge en travail, l'agriculture en est arrivée à une situation peu tenable : le poids des investissements a rendu les familles paysannes prisonnières des banques, de l'**agro-industrie** et des acheteurs. Elles sont obligées d'amortir leurs investissements et de rembourser leurs dettes. Et sont entrées dans un cercle vicieux : produire toujours plus et vendre même à très bas prix pour avoir assez de liquidités pour rembourser les intérêts.

Si auparavant les fermes fonctionnaient de manière plus ou moins autonome, ce n'est plus le cas aujourd'hui pour la plupart d'entre elles. La récupération du système agricole par le marché globalisé, ainsi que l'industrialisation et la spécialisation de l'agriculture a provoqué de nombreuses ruptures. Les paysan-ne-s ne produisent plus leurs propres semences, engrais ou fourrages. Dorénavant, ils doivent les acheter à des collègues ou à des entreprises, voire à l'étranger.

En Suisse, cette spécialisation provoque une concentration toujours plus forte de la production de volailles ou de porcs. La-le paysan-ne est devenu-e un-e simple employé-e d'un secteur spécialisé, un simple maillon de la chaîne alimentaire. Le besoin de trouver des fonds pour construire une porcherie

ou un poulailler va le lier à une plus grosse entreprise du secteur en question. Celle-ci lui prêterait le montant nécessaire à l'investissement, contre un contrat à long terme. La-le paysan-ne devra lui acheter les poussins et les aliments, faire suivre un certain régime alimentaire à ses animaux et acquérir les produits nécessaires à leur santé.

La croissance irraisonnée des exploitations agricoles a engendré une sur-mécanisation et un surendettement. Des domaines agricoles plus petits, avec peu de machines et de bâtiments, une diversification plus grande et une reprise en main d'une partie de la chaîne alimentaire permettent de remettre des personnes sur les fermes, plutôt que de les robotiser.

La souveraineté alimentaire a pour objectif de briser ce cercle vicieux de la dépendance pour le remplacer par un cercle vertueux. En exigeant des prix équitables, qui couvrent les frais de production et permettent de sortir de l'endettement. En encourageant la production de l'essentiel des besoins sur la ferme directement, ou les échanges entre collègues et voisins (fourrages contre engrais organiques, semences, etc.).

**A Madagascar,
lutter contre le
désendettement et se
libérer des banques
et autres usuriers
est aussi l'occasion
d'opérer un retour à des
valeurs fondamentales,
qui permettent
aux communautés
de regagner leur
autonomie.**

RECONQUÉRIR SON AUTONOMIE, AU SUD



Le programme *Tsinjo Aina* («assurer la vie» en malgache) d'*Action de Carême* dispense une aide concrète à la population malgache, livrée aux **usuriers** locaux. Ces derniers appliquent des intérêts très élevés, pouvant atteindre jusqu'à 300 %. La terre est souvent mise en gage et perdue. Des groupes d'épargne sont créés afin de pouvoir octroyer des prêts, en nature ou en argent, sans intérêts, en cas de difficultés financières (épuisement des réserves de riz, maladie, achat de matériel scolaire, etc.). Les familles s'entraident aussi pour réaliser les travaux agricoles les plus pénibles et cultivent des champs communautaires de manioc ou de légumes, grâce aux cours d'**agroécologie** qu'elles suivent. Les groupes les plus rodés créent des réseaux afin de pouvoir s'attaquer à des tâches de plus grande envergure : ils dégagent les voies de communication après la saison des pluies, réparent les écoles, demandent un nouveau puits à la commune ou font inscrire leurs champs au registre foncier.

COMME SI LES ANCÊTRES ÉTAIENT À NOUVEAU DEBOUT

Tous les groupes de base se donnent eux-mêmes – au moment de leur création – un nom qui exprime souvent des attentes bien définies. Par exemple, «Espoir», «Solidarité» et «Unité» sont des noms souvent choisis par les groupes d'épargne. Un nom

parmi beaucoup d'autres est frappant : «Toe-draza mitsanga», ce qui signifie «comme si les ancêtres étaient à nouveau debout». Dans les périodes d'incertitude, d'instabilité politique et socio-économique, de catastrophes naturelles à répétition, le symbole des anciens revêt d'autant plus d'importance. Quiconque parle des ancêtres ne se réfère pas seulement à des temps et des expériences passées meilleures. Il espère aussi leur bénédiction pour ses projets actuels. Le désendettement constitue l'aspect économique du projet. Le retour aux racines et la promotion des cinq valeurs fondamentales malgaches – union, amitié, solidarité, entraide, confiance – en constitue l'aspect socio-culturel.

En choisissant leur nom, les groupes de base expriment leur identité profonde, font part de leur besoin d'autonomie et signalent que les ancêtres eux-mêmes approuveraient la voie empruntée. De cette manière, la population locale réussit à associer la force mobilisatrice et constructive de la culture et l'approche économique efficace qu'est le désendettement. Le fait de laisser cette liberté de choix (symboles, rites, noms) est fondamental pour la réussite du projet. Fin 2017, les organisations partenaires d'*Action de Carême* accompagnaient plus de 200 000 personnes, dont les trois quarts s'étaient déjà affranchies de leurs dettes. Le désendettement constitue un premier pas primordial pour que les familles paysannes accèdent à la souveraineté alimentaire.

SORTIR ENSEMBLE



Dans les pays du Sud, l'endettement chronique des paysannes et des paysans est un énorme problème qui bloque toute possibilité de développement. Sur la base de dynamiques d'entraide communautaire, de nombreux groupes locaux s'organisent pour sortir ensemble de cette spirale. Un premier pas primordial pour accéder à la souveraineté alimentaire.

DE LA SPIRALE DE L'ENDETTEMENT



À QUI VA LA TERRE ?



En Suisse, nos terres sont bétonnées plutôt que cultivées car nos infrastructures prennent toujours plus de place. La concurrence accrue pour l'usage des terres fait monter les prix des terrains. Ainsi, il devient de plus en plus difficile pour les familles paysannes, et en particulier pour les femmes et les jeunes, d'accéder à la terre pour nous nourrir.

A CELLES ET CEUX QUI LA CULTIVENT



L'ACCÈS À LA TERRE EN SUISSE

Brisons le tabou de l'accès à la terre et privilégions l'installation de celles et ceux qui la cultivent, plutôt que des spéculateurs et autres investisseurs des marchés agro-alimentaires et fonciers.

L'accès à la terre est une problématique tant au Nord qu'au Sud. La Suisse est un petit pays où le sol est précieux. Pourtant, notre pays perd 1m2 de surface agricole par seconde, c'est l'équivalent du canton de Genève chaque douze ans. Et le droit foncier paysan actuel n'encourage pas la conservation des terres agricoles, pas plus qu'elle ne facilite la reprise des domaines. Nombre de jeunes sont même dans l'impossibilité d'accéder à la terre. Les causes sont multiples : spéculation, concurrence, précarité, raisons familiales, vide juridique, manque de confiance en soi, dévalorisation de ce secteur d'activité, etc.

Les **paiements directs** sont basés sur la taille de l'exploitation plutôt que sur le nombre de personnes actives, par exemple. Ainsi, la politique agricole pousse à l'agrandissement des domaines. Souvent, par crainte de voir leur propre situation se péjorer, nombre de paysans et paysannes tendent à accaparer terres et capital, à s'agrandir le plus possible, au détriment de celles et ceux qui souhaitent s'installer et au profit de la spéculation. Pourtant, il a été prouvé à maintes reprises que la taille de l'exploitation n'est pas le seul critère de succès.

L'accès à la terre est encore plus difficile pour les personnes qui ne sont pas issues du milieu agricole. Elles doivent payer le prix fort, jusqu'à six ou sept fois plus élevé que le prix du rendement.

TERRE EN VUE, PLACE AUX JEUNES !

Comme les enfants de familles paysannes, des jeunes de plus en plus nombreux, issus de milieux urbains, se forment. Parmi ces derniers, en 2012, 18 % (70 personnes) souhaitaient reprendre une exploitation alors qu'ils n'avaient pas le moindre mètre carré de terre en propriété, ni même en location. Heureusement, il arrive que des paysan-ne-s choisissent de faire confiance et d'aider des jeunes qui souhaitent travailler sous forme collective. C'est le cas du Domaine de la Touvière, dans le canton de Genève, aujourd'hui exploité par un collectif d'une dizaine de personnes. Les activités ont été diversifiées : maraîchage, arboriculture, vignes, grandes cultures, apiculture, élevage de chèvres, poules et cochons, fabrication de fromage et de pain... tout en bio. Et ça marche !

Même si les jeunes reçoivent un bagage technique solide lors de leur formation, la commercialisation des produits, la négociation dans les filières et les modes de production « alternatifs » sont encore peu approfondis. L'innovation ne concerne pas uniquement la **mécanisation** ou la technologie : mettre en valeur des savoir-faire spécifiques et des connaissances de la nature constitue aussi une démarche moderne et efficace. Mais cela aussi nécessite de la recherche davantage orientée vers les besoins spécifiques de la paysannerie dans le but d'augmenter à la fois la **résilience** et la fonctionnalité de nos **écosystèmes** agricoles.

**La mobilisation pour
l'accès à la terre
est nécessaire à la
souveraineté alimentaire
qui renforce la paix
sociale, les équilibres
écologiques, la
prospérité de
l'agriculture paysanne...
et qui nourrit le monde!**

L'ACCÈS À LA TERRE AU SUD

Des mouvements paysans et sociaux ont ainsi créé la *Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau*. Celle-ci a organisé une caravane pour la terre, l'eau et les semences paysannes, qui a sillonné l'Afrique de l'Ouest en mars 2016. Cet événement a permis d'interpeller les autorités de nombreux pays et de mobiliser plusieurs centaines de participant.e.s de toute la **sous-région**.

Accaparement, pollution, érosion, salinisation... Un tiers des surfaces cultivables pourraient bientôt être improductives. Et la pression ne fait que grandir. Partout dans le monde, des entreprises, des États et des élites locales acquièrent des terrains pouvant aller de quelques centaines à un million d'hectares. Après les récentes crises financières et alimentaires – et face à la crise climatique – la terre est devenue une source de profit au détriment des droits des familles paysannes. Les nouveaux « maîtres de la terre » paient des prix dérisoires. Parfois, ils reçoivent même gratuitement du terrain, en échange de promesses d'investissements ou de contreparties sociales. Promesses qui ne sont que rarement respectées. Souvent, la terre ne sert plus à nourrir la population locale, mais à produire du fourrage ou des **agrocarburants** voués à l'exportation.

EXEMPLES DE RÉSISTANCES À L'ACCAPAREMENT DES TERRES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Pour faire face à ce problème majeur, la mobilisation s'organise à l'échelle locale, nationale et **sous-régionale**: interpellation des autorités, plaidoyer, négociations avec les investisseurs, marches de protestation, actions en justice...

Au Burkina Faso, *E-CHANGER* appuie la *Fédération nationale des organisations paysannes* qui défend les intérêts de l'agriculture familiale rurale. La *FENOP* publie et diffuse deux fois par année un bulletin, à l'attention de organisations paysannes, qui vise à les mettre en lien et à les informer selon une approche **agroécologique**. Informer et mettre en lien : deux piliers du renforcement des luttes menées par les organisations paysannes locales contre l'accaparement des terres.

Au Bénin, *Pain pour le prochain* soutient le syndicat *Synergie paysanne*. Ce dernier s'engage au niveau national pour la mise en œuvre du nouveau code foncier et veille à ce que les paysans et paysannes en profitent. *Synergie paysanne* soutient avec un appui juridique des communautés qui sont dépossédées de leurs terres de manière illégale. Sans cet appui, la communauté locale n'aurait aucune chance d'être entendue par les puissantes élites.

De nombreuses organisations interpellent également les autorités suisses, ainsi que la communauté internationale, et leur demandent notamment d'imposer aux entreprises le respect des droits humains ou de prendre des décisions politiques qui favorisent la souveraineté alimentaire. L'association paysanne suisse *Uniterre* et des ONG comme *Centre Europe-Tiers Monde* et *Action de Carême* s'engagent aux côtés des partenaires au Sud pour une Déclaration des Nations Unies qui protège les droits des paysan-ne.s.

LA TERRE : SOURCE DE VIE,



La terre est nécessaire à l'agriculture. Partout dans le monde, les paysan-ne-s luttent contre l'accaparement de leurs terrains agricoles. Trop souvent, les surfaces agricoles finissent aux mains des **multinationales**, qui polluent les sols en exploitant les ressources présentes ou en pratiquant la **monoculture**, notamment pour faire du fourrage ou des **agrocarburants**.

PAS DE PROFIT !



LE SOL HÉBERGE LA VIE,



L'**agroécologie**, par ses techniques respectueuses de l'environnement, assure le maintien de toutes les formes de vie qui habitent le sol et qui, par leurs actions, sont indispensables à l'agriculture. L'engrais naturel nourrit non seulement les plantes mais aussi les organismes utiles à la lutte contre les parasites et les maladies.



COMMENT LE PRÉSERVER ET MAINTENIR SES RESSOURCES ?

MAINTENIR DES SOLS VIVANTS EN SUISSE

En appliquant des techniques de travail simples et efficaces, l'agriculture paysanne familiale maintient et respecte la vie des sols, ce qui permet à la fois de respecter l'environnement et de produire une alimentation saine.

Ci-dessous, quelques exemples de techniques qu'appliquent les agriculteur·trice·s qui produisent nos bonnes salades locales :

- Des techniques douces de travail du sol (en évitant les labours) qui aèrent sans retourner la terre, maintiennent et respectent la vie sous nos pieds.
- L'utilisation d'engrais naturels (tels que fumier ou déchets végétaux) apporte les besoins nutritifs aux êtres vivants du sol, ainsi qu'aux plantes et cultures.
- La valorisation des **auxiliaires de culture**, telles les coccinelles et autres insectes et bactéries, pour lutter contre les parasites et maladies et éviter ainsi des traitements nuisibles à la vie dans et sur le sol avec des **pesticides de synthèse** ou chimiques.
- La **rotation** et l'**association des cultures** qui permet de mieux contrôler la prolifération des maladies et des parasites car :
 - les plantes utilisent différents **nutriments** dans le sol, tandis que d'autres en apportent (p.ex. l'**azote** amené par la famille des haricots)
 - un sol qui est toujours couvert par les plantes évite l'érosion, maintient l'humidité, assure sa régénération
 - les plantes cultivées et les « mauvaises herbes » ont chacune leur raison d'être. Elles peuvent se stimuler mutuellement ou, au contraire, décourager certaines espèces de se propager. Plusieurs plantes ont en effet la faculté d'éloigner ou d'attirer des insectes qui pourraient être néfastes ou utiles à d'autres variétés.

DES PRATIQUES RESPECTUEUSES

De telles pratiques réduisent les risques liés aux épidémies et aux **ravageurs**, assurent des récoltes abondantes plus longtemps et génèrent des économies considérables en termes de fourrage, engrais, traitements, vétérinaire. Et donc des revenus supérieurs par rapport à l'agriculture conventionnelle. Cependant, les pratiques actuellement prônées par les politiques agricoles et enseignées dans les écoles d'agriculture sont basées sur la maximisation des profits et sur la croissance de la productivité, le tout selon une vision à court terme. L'agriculture industrielle est déconnectée de la nature et dépendante d'**intrants** extérieurs. Elle nécessite une technologie sophistiquée, un investissement financier important, une production de masse standardisée et une main-d'œuvre dont les compétences ne sont pas reconnues et dont le travail est sous-rémunéré.

Il est temps de nous rendre à l'évidence : le sol n'est pas un bien comme les autres ! Il n'est pas extensible et seule une utilisation soigneuse peut garantir sa fertilité et sa longévité. La souveraineté alimentaire a pour but de préserver les surfaces cultivables, tant en quantité qu'en qualité. En étant actrices et acteurs de notre consommation et en soutenant une agriculture paysanne, c'est aussi nos sols que nous protégeons.

En Afrique, la pression démographique et des pratiques culturelles peu adaptées, combinées à une déforestation accrue et une charge de bétail de plus en plus élevée, ont rendu aujourd'hui de nombreuses terres impropres à la culture et très vulnérables à l'érosion.

MAINTENIR DES SOLS VIVANTS AU SUD

« PUSH-PULL », UN INSECTICIDE NATUREL

De nombreuses initiatives existent, et se développent de plus en plus, pour valoriser des savoir-faire agricoles anciens et respectueux de l'environnement. Par exemple, pour restaurer les sols endommagés par les humains tout en produisant de la nourriture, *DM-échange et mission* (en Afrique de l'Ouest), *Food for the Hungry* (en Afrique des Grands Lacs) et *Paysans solidaires* (au Burkina Faso) accompagnent les paysan-ne-s dans la redécouverte de savoirs locaux durables ou la promotion de nouvelles techniques **agroécologiques**. Le duo zai et paillage, le « push-pull » et le bocage font partie de ces techniques revalorisées ou nouvelles qui permettent au sol de se régénérer tout en étant cultivé.

ZAÏ ET PAILLAGE, UN DUO GAGNANT

Pour qu'un sol reste vivant, il faut que ses « habitants », les racines des plantes et les **micro-organismes** bénéficient de bonnes conditions de vie. Ces conditions sont réunies grâce à deux méthodes : le zai, d'une part, qui est un système traditionnel de préparation du sol qui consiste à creuser manuellement des cuvettes dans le sol pour y concentrer l'eau de pluie et déposer de la matière organique (compost ou fumier) avant de semer. Le paillage, d'autre part, renforce le zai, il favorise la vie des champignons et bactéries qui vont aider la plante à se nourrir, permet de conserver l'eau pour la rendre petit à petit à la plante et finalement se transforme en **humus**. Cette technique est promue par *DM-échange et mission* et son organisation partenaire, le *Secaar*, en Afrique francophone.

Le « push-pull » pour la souveraineté alimentaire est promu par *Food for the Hungry*. Le maïs, une des cultures principale d'Afrique, subit fréquemment des baisses de rendement suite aux attaques de chenilles. Le « push-pull », aussi appelé « répulsion-attraction », est une pratique **agroécologique** de lutte contre les **ravageurs**. Cette méthode consiste à combiner les cultures de sorte à repousser les insectes ravageurs en les attirant vers des cultures pièges à la lisière des champs. Sans produits chimiques coûteux et néfastes pour la santé et les sols, le maïs est protégé et son rendement augmenté. De plus, la fertilité du sol augmente et l'agriculteur-trice bénéficie aussi d'herbe pour alimenter son bétail grâce aux plantes fourragères.

UN PÉRIMÈTRE BOCAGER POUR RESTAURER DES ÉTENDUES DE TERRES DÉGRADÉES

La technique du bocage permet en quelques années de reverdir des zones dénudées et de reconstituer progressivement les sols qui peuvent ainsi être mis en culture, par les effets combinés de mécanismes de récupération de l'eau et de plantation d'arbres et d'arbustes sous la forme de haies-vives et de brise-vent. *Paysans solidaires* travaille avec cette technique au nord du Burkina Faso avec un projet de périmètre bocager. La mise en place d'une ferme pilote vise à diffuser ces techniques respectueuses de l'environnement et favorables pour les paysan-ne-s.

LES SOLS SONT EN DANGER,



Les pratiques agricoles intensives et le changement climatique appauvrissent les sols. Ainsi, au niveau mondial, un tiers des terres **arables** disparaissent actuellement en raison de l'érosion, de la perte de **biodiversité**, de la pollution et de la salinisation. Cette situation affecte plus de 3 milliards de personnes.

L'**agroécologie** permet de restaurer la vie dans le sol et de nourrir durablement les familles paysannes.

MAIS L'AGROÉCOLOGIE LES DÉFEND



PLUS DE CŒURS, PLUS DE MAINS,



L'industrialisation de l'agriculture vide les champs et les poches des paysan-ne-s qui tentent de faire vivre nos campagnes et de nourrir nos villes. La souveraineté alimentaire garantit des conditions de travail dignes et assure une correcte rémunération des producteur-trice-s, permettant ainsi à davantage de personnes, notamment des femmes et des jeunes, de choisir cette voie et d'en vivre décemment.

PLUS DE PAYSANNES ET DE PAYSANS DANS NOS CHAMPS

UNE AGRICULTURE RÉMUNÉRATRICE POUR TOUTES ET TOUS EN SUISSE

Il est urgent de remettre l'humain au cœur de l'agriculture et de la vie à la ferme. Il s'agit d'augmenter le nombre de personnes actives dans ce secteur, de valoriser le travail des femmes et d'aider les jeunes à se lancer.

Partout, le modèle d'agriculture actuel dépossède les paysan-ne-s, détruit la nature, provoque guerres, famines et migrations. En Suisse, les familles paysannes sont contraintes de s'endetter pour pouvoir équiper leurs fermes. Ces investissements, qui devraient alléger le travail physique, s'avèrent en réalité à double tranchant, car pour les amortir il faut travailler davantage et l'endettement met les fermes aux mains des banques. Par ailleurs, le remplacement des **polycultures** et de l'élevage par la spécialisation nuit à l'autosubsistance et à l'indépendance des familles paysannes.

Or, c'est bien parce que la paysannerie remplit de si nombreuses fonctions qu'elle est essentielle au rapport de l'humain avec la nature. Une ferme diversifiée, souveraine et autonome a plus de chance d'échapper, à terme, aux pressions de la concurrence. Voici quelques pistes pour l'agriculture paysanne :

- limiter les technologies trop gourmandes en termes d'investissements et d'énergie
- privilégier un modèle plus gratifiant de travail en phase avec la nature
- rapprocher les producteur-trice-s des consommateur-trice-s : développer des **circuits courts** et réduire les intermédiaires permet d'assurer un prix rémunérateur aux familles paysannes comme au personnel agricole
- la transformation sur place des produits est une manière de créer de la valeur ajoutée, de diversifier le travail et de perpétuer les savoir-faire. Ceci permet aussi aux paysan-ne-s. de mieux assurer leur subsistance et encourage l'entraide locale entre producteur-trice-s.

EN 2014, ON NE COMPTAIT QUE 2 800 CHEFFES D'EXPLOITATION SUR LES 158 800 PERSONNES ACTIVES DANS L'AGRICULTURE

« On observe une prédominance d'hommes dans les organisations agricoles, les corps politiques, les entreprises **agroalimentaires** et autres domaines en Europe et à l'échelle internationale. Ceci cache la somme de travail et de main-d'œuvre considérable prise en charge par les femmes dans les fermes à travers l'Europe, une proportion importante de ce travail n'étant pas reconnue ou quantifiée. Une réorganisation devrait permettre aux femmes de prendre leur place légitime dans la participation aux discussions et décisions relatives aux politiques alimentaires et agricoles. Le patriarcat et la discrimination fondée sur l'âge restreignent la visibilité et la participation de la jeunesse dans les processus décisionnels (...). L'agriculture doit être une profession respectée qui doit permettre de faire vivre les paysan-ne-s de leur production dans un environnement rural florissant, ce qui est vital pour rendre l'agriculture attrayante. Pour ce faire, nous devons modifier la manière dont nous enseignons l'agriculture, changer le fonctionnement de la recherche étatique, des organes de développement et de formation, et apporter un soutien plus étendu au développement économique et social rural. » *Guide pour la souveraineté Alimentaire, ECVC.*

Selon les statistiques de la FAO, les femmes sont à l'origine de 60 à 80 % de la production vivrière dans les pays en développement. Pourtant, elles restent marginalisées dans la gestion du domaine familial et des revenus de l'agriculture.

UNE AGRICULTURE RÉMUNÉRATRICE POUR TOUTES ET TOUS AU SUD

En Afrique, les **cultures de rente**, les plus lucratives, sont généralement aux mains des hommes. Les femmes sont en minorité dans les organisations agricoles, les processus politiques et les entreprises **agroalimentaires**. Elles ont d'énormes difficultés pour accéder aux ressources naturelles et aux **microcrédits**.

La reconnaissance par les hommes de l'importance des femmes dans la production agricole doit être une priorité. Dans de nombreuses cultures et depuis des millénaires, les femmes ont été les gardiennes des semences. Aujourd'hui, c'est justement par leurs savoirs sur la semence qu'on peut rétablir plus d'égalité. De nombreuses femmes sont devenues des leaders en matière d'élaboration de solutions pour la famille et la communauté.

Grâce à une solidarité informelle et autogérée, les femmes ont toujours développé des activités de transformation ou de commercialisation des produits de l'exploitation familiale. Aujourd'hui, des groupements de femmes s'organisent et se consolident, afin de valoriser les cultures vivrières traditionnelles comme le mil et le manioc sous forme de produits transformés qui permettent de garder la valeur ajoutée aux mains des familles paysannes.

Une étude au Sénégal a démontré que les revenus agricoles d'une exploitation **agroécologique** étaient nettement supérieurs à ceux d'une exploitation conventionnelle. **L'agroécologie** a également un impact positif en terme de création d'emploi car elle demande plus de main d'œuvre.

FORMER LES PAYSANNES ET PAYSANS DE DEMAIN

Dans de nombreux pays du Sud, où les formations professionnelles publiques en agriculture n'existent pas, être paysan-ne n'est pas un métier. Le secteur primaire attire peu les jeunes car l'agriculture permet à peine de survivre. L'exode rural vide les campagnes et remplit les banlieues des grandes villes. Pourtant, la formation paysanne est un levier important vers la souveraineté alimentaire.

Heureusement, on assiste à l'émergence de nouvelles « formations en action » dans des fermes-écoles, avec une approche globale de **l'agroécologie**, dispensées par des paysan-ne-s pour des paysan-ne-s. Dans ces structures, les nouvelles générations apprennent des techniques agricoles simples, participatives et adaptées aux besoins locaux. Grâce à ces liens intergénérationnels, de nombreux jeunes qui sortent de ces formations s'installent à leur propre compte. Dans ce contexte, les technologies de l'information sont un outil précieux car elles facilitent les échanges et la formation. Elles participent à créer un avenir où nous serons tou-te-s ouvert-es sur les autres et sur le monde, mais bien ancrés dans nos terroirs.

DU CŒUR À L'OUVRAGE



L'un des enjeux majeurs de l'agriculture africaine est de créer de l'emploi. Les formations **agroécologiques** offrent aux jeunes la possibilité d'acquérir les savoir-faire agricoles nécessaires pour débiter.

Ceci constitue une alternative à la migration et renforce les liens sociaux et économiques au sein des communautés rurales.



POUR LUTTER CONTRE L'EXODE RURAL



PAYER LE JUSTE PRIX



De nos jours, en Suisse, la somme dépensée pour un litre de lait ne permet pas aux familles paysannes de prendre en charge tous les frais de production et encore moins les **coûts cachés**. Seulement un cinquième du prix rétribue le travail des producteur-trice-s, tandis que le reste finit dans les poches de la grande distribution. La souveraineté alimentaire peut assurer aux paysan-ne-s un revenu équitable et digne.

À LA JUSTE PERSONNE

DES PRIX JUSTES, POUR LES PAYSAN-NE-S ET LES CONSOMMATEUR-TRICE-S EN SUISSE

**Trop cher!
Beaucoup trop
cher! C'est cela
qu'on entend
toujours quand
on parle du prix
des denrées
alimentaires sur
les étalages en
Suisse. Mais est-ce
vraiment le cas?
Et cette cherté qui
semble si commu-
nément admise, à
quoi est-elle due?**

En Suisse, les coûts et normes de production sont bien plus élevés qu'ailleurs. Prenons l'exemple du lait, produire un litre nécessite des installations et constructions plus coûteuses et des contrôles sanitaires plus fréquents et onéreux. Sans oublier des salaires plus élevés, les frais de vétérinaire, etc.

Selon le contrat passé avec son transformateur, le producteur sait qu'environ 70 % de son lait seront écoulés sur le marché suisse, payé en moyenne 55 cts/litre. Que 20 % rejoindront le marché européen, celui-ci payé environ 42 cts/litre. Et que finalement les 10 % restant sur le marché mondial seront payés environ 30 cts/litre. En résumé, il reçoit donc 50 cts pour 1 litre de lait. Alors que concrètement le litre de lait lui coûte 1 fr. à produire. Il survit donc grâce aux subventions de l'Etat et à des revenus annexes, ou, dans bien des cas, il cesse son activité.

Cependant, **ce que personne ne paie, ce sont les coûts cachés.** Ceux qui se reportent sur la santé, sur l'environnement et sur les générations futures. C'est-à-dire les coûts générés par les transports (émissions de CO₂), le gaspillage des ressources (d'aliments, d'animaux), les impacts sociaux (chômage, précarité...).

- Au cours des trente dernières années, le prix à la production a reculé de 30 % alors que le prix à la consommation a augmenté de 15 %.
- Pour chaque franc dépensé au supermarché,**

environ 20 centimes vont aux paysan-ne-s tandis que 80 centimes finissent dans les poches de la grande distribution et de l'industrie de la transformation, et paient les transports et la publicité, souvent inutiles. Le revenu agricole se maintient toujours à 35 % en-dessous de la moyenne nationale.

- Si les prix de la nourriture paraissent élevés comparés aux pays voisins, le budget dépensé pour **l'alimentation d'une personne vivant en Suisse est en réalité l'un des plus faibles au monde, entre 8 et 15 %**, calculé selon le revenu familial.

Aujourd'hui, ce « marché » détruit trois fermes et six places de travail par jour en Suisse et a entraîné la disparition de 150 000 places de travail et de 30 000 fermes au cours des trois dernières décennies ! Les suicides dans cette profession sont très nombreux (même s'il n'existe pas de chiffres officiels).

Dans un système transparent, où la souveraineté des personnes concernées l'emporterait sur le marché, les producteur-trice-s auraient leur mot à dire sur les quantités à produire comme sur les prix de vente. Grâce à des mécanismes spécifiques auxquels participeraient producteur-trice-s, transformateur-trice-s et (re)vendeur-euse-s, il deviendrait possible de déterminer des prix équitables et justes, par filière.

**La Suisse est le
pays du chocolat,
des vaches,
du fromage,
et de Nestlé.
Prenons donc
l'exemple du lait
pour observer
comment notre
politique agricole
agit au Sud.**

DES PRIX JUSTES, POUR LES PAYSAN-NE-S ET LES CONSOMMATEURS-TRICE-S AU SUD

L'APPÉTIT INSATIABLE DES GÉANTS LAITIERS

L'abandon des **quotas** laitiers, en 2009, a provoqué en Suisse un chaos dans l'organisation du marché laitier national. Malgré la grève du lait d'alors, les prix n'ont cessé de chuter. Aujourd'hui, c'est l'impasse! Il y a trois prix différents pour un même et unique lait de haute qualité (dont le cahier des charges est le plus strict du monde). L'obligation pour les producteurs et productrices de livrer le lait, même celui destiné au marché mondial sous forme de poudre de lait (payé à peine au-delà de 20 cts). Des contrats stipulant aussi l'interdiction de manifester. Une diminution d'un tiers des producteurs de lait de 2000 à 2012. Une augmentation considérable des importations de céréales fourragères à bas prix au détriment d'une production de fourrage locale. Un manque de volonté politique d'établir un cadre réglementaire.

Au-delà de nos frontières, les cultures industrielles intensives de céréales fourragères grignotent les forêts tropicales et les surfaces agricoles locale des petit-e-s paysan-ne-s. La poudre de lait et la montagne de beurre inondent les marchés mondiaux. Tout ça sur le dos des producteur-trice-s suisses et au détriment des producteurs-trice-s du Sud. A l'instar de la production colombienne et indienne de *lait populaire*, dont le marché local est menacé de destruction par les géants laitiers. Nestlé en occupe le premier rang au niveau mondial et prévoit d'augmenter à 45% ses ventes provenant des marchés émergents d'ici 2020 et de doubler son chiffre d'affaire tous les trois ans en Afrique.

LE LAIT POPULAIRE PROSPÈRE DANS LE MONDE MALGRÉ LE DÉDAIN MANI- FESTÉ PAR LES ÉLITES

En Colombie, chaque matin, 50 000 «jarreadores» ou vendeurs de lait convergent en moto vers les villes du pays, vendant ainsi 40 millions de litres de lait frais à quelque 20 millions de Colombiens qui vont le faire bouillir chez eux à un prix deux fois inférieur au prix du lait pasteurisé, conditionné et vendu dans les supermarchés. Mais en 2006, le gouvernement a promulgué un décret interdisant sa consommation, sa vente et son transport sous prétexte qu'il n'était pas hygiénique. Parallèlement, il entamait des négociations en vue d'accords de libre-échange avec des pays exportateurs de produits laitiers! Des manifestations massives ont éclaté à travers le pays, repoussant les mesures du gouvernement à plusieurs reprises, en 2006, 2008 et 2010. L'opposition populaire a fait plier le gouvernement qui a reconnu le «leche popular» à la fois légal et essentiel dans un nouveau décret en 2011. Belle victoire! Car en réalité le lait populaire issu de la petite production locale satisfait entièrement aux besoins des communautés, en étant acheminé sans grande difficulté, en toute sécurité, tout en créant de nombreux emplois. Ce secteur non structuré peut faire aussi bien que les géants laitiers, à condition de ne pas être concurrencé par les excédents de lait bradés sur le marché globalisé.

CE QU'ON NE PAIE PAS ICI



La Suisse importe du fourrage de soja ou de maïs d'Amérique latine pour nourrir ses vaches. Ensuite elle exporte ses produits laitiers, comme le lait en poudre qui est vendu à bas prix dans le monde entier, concurrençant ainsi la production locale des pays du Sud. En plus de la pollution générée par les transports, ces exportations détruisent l'économie régionale des pays les plus pauvres.



QUELQU'UN EN FAIT LES FRAIS AILLEURS

ON NE JOUE PAS AVEC LA NOURRITURE !



La nourriture est un des besoins fondamentaux des êtres humains. Il n'est donc pas possible de la considérer comme n'importe quel autre bien. Nous avons la responsabilité d'encadrer son commerce, d'éviter le gaspillage et les transports inutiles. La souveraineté alimentaire fait du commerce équitable la norme et non l'exception.



CE N'EST PAS UNE MARCHANDISE MAIS UN BESOIN VITAL

LES EFFETS DE LA RÉGULATION DU COMMERCE EN SUISSE

La frontière est un instrument utile pour encadrer le commerce et limiter ses effets négatifs sur notre agriculture et notre alimentation

Si aucune règle n'est fixée au commerce de notre nourriture, les conséquences peuvent être catastrophiques :

- L'économie est orientée vers l'exportation, ce qui occasionne une dépendance au marché mondial et la perte de l'autosuffisance.
- Les producteur-trice-s sont incité-e-s à produire de grandes quantités pour l'exportation, avec pour conséquence de faire baisser les prix tant en Suisse qu'à l'étranger.
- Le marché libre (appelé libre-échange) ne garantit pas une alimentation pour tout le monde, car le pouvoir d'achat est déterminant : si les gens n'ont pas d'argent, ils ne peuvent pas se nourrir.
- Les crises alimentaires se multiplient, comme en 2008. Elles montrent clairement que les pays ont besoin d'un approvisionnement local et d'une agriculture paysanne forte.
- La libéralisation du commerce peut affecter l'agriculture d'un pays ou de régions entières, avec des conséquences sur la pauvreté, la **sécurité alimentaire** et l'environnement, particulièrement dans les pays du Sud et de l'Est de notre planète.

En Suisse, les outils de régulation douanière sont peu utilisés. Nous trouvons sur les étals de nos supermarchés des fraises ou des tomates importées du Sud de l'Europe ou des asperges du Pérou qui sont produites dans de mauvaises conditions sociales et écologiques, en plus de mettre en péril nos filières locales. Une taxation saisonnière sur

ces produits apporterait une solution adéquate. Sans pour autant signifier une fermeture ou une absence d'échanges entre les régions et les pays.

HUILE DE PALME, DE COLZA OU DE TOURNESOL ?

L'huile de palme est au cœur d'un projet d'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie. Aujourd'hui, 30 000 à 40 000 tonnes d'huile de palme sont importées chaque année en Suisse dont 5 000 t que l'on retrouve dans les concentrés pour animaux. Eh oui, l'huile de palme est vraiment partout... Pourtant, nous avons de l'huile de colza et du beurre suisses, et d'autres fourrages à disposition, bien meilleurs d'un point de vue environnemental et nutritionnel. Un accord de libre-échange qui empêcherait la taxation sur l'huile de palme indonésienne aurait un impact négatif sur la production suisse d'huiles de tournesol et de colza : celle-ci chuterait radicalement.

La souveraineté alimentaire assure la **sécurité alimentaire** mais, surtout, elle permet à la population de décider de ce qu'elle veut manger, comment la nourriture doit être produite et dans quelles conditions. Cette démarche profondément solidaire contribue à surmonter les défis mondiaux, en faisant du commerce équitable la norme et non l'exception.

**Un marché sans règles
ouvre la porte à des
dérives qui déstabilisent,
voire détruisent
l'agriculture d'autres
régions du monde.**

LES EFFETS DE LA RÉGULATION DU COMMERCE AU SUD

L'exportation de notre sur-production — bradée à l'autre bout du monde en dessous des coûts de production des produits locaux — n'apporte que des mouvements inutiles et polluants de marchandises et sont un frein à la production locale. Ce commerce ne profite qu'aux sociétés **agroalimentaires**.

Dans l'autre sens, l'importation en Suisse d'huile de palme bon marché et son mode de production industriel ont des conséquences catastrophiques sur les populations en Indonésie et Malaisie. Ils causent d'énormes dégâts environnementaux et conduisent à de graves conflits dans les domaines des droits humains, des terres et du travail.

Avec quelques règles simples et l'utilisation de la frontière comme instrument régulateur, les impacts négatifs peuvent être considérablement réduits. Et, bonne nouvelle, ça marche ! Plusieurs pays qui ont adopté des règles de limitation d'importation de certains produits ont pu augmenter leur production et créer des emplois.

OIGNON ET RIZ SÉNÉGALAIS

Au Sénégal, l'oignon est la culture maraîchère la plus importante avec plus de 250 000 tonnes par an, car il est prisé pour les plats locaux. Toutefois, l'oignon local est concurrencé par des oignons importés des Pays-Bas et fait face à des difficultés de conservation. Sa commercialisation a régulièrement donné

lieu à des bras de fer très médiatisés entre producteur-trice-s et importateurs. En 2000, les acteurs de la filière se sont organisés et ont obtenu le gel des importations d'une période définie ensemble d'une durée de huit mois par an.

Quant au riz, chaque importateur étranger est tenu d'acheter une certaine quantité de riz local.

POULET CAMEROUNAIS

Dès la fin des années 1990, le marché camerounais a été inondé de découpes de poulet congelé en provenance d'Europe. Les bénéfices étant réalisés sur les parties « nobles » de l'animal, les « déchets » pouvaient être vendus à vil prix sur le marché camerounais, le prix des découpes était inférieur de moitié à celui du poulet local. Ces importations ont eu des conséquences terribles : chute de la production nationale de moitié entre 1997 et 2003, pertes en devises énormes (l'équivalent de 25 millions de fr.). Par ailleurs, de nombreuses maladies diarrhéiques étaient causées par cette viande impropre à la consommation, la chaîne du froid ne pouvant être respectée. Une importante campagne de mobilisation et de protestation a fait reculer le gouvernement camerounais. En 2008, il a interdit l'importation de poulet et a établi un plan de relance de l'aviculture locale. 110 000 emplois ont pu être recréés. Une solution plus efficace que n'importe quel programme de développement.

La souveraineté alimentaire base le commerce sur la solidarité et le respect des autres systèmes alimentaires. Et non sur la concurrence.

QUELQUES RÈGLES



POUR UN COMMERCE ÉQUITABLE ET UNE AGRICULTURE SOLIDAIRE

Les pays qui ont mis en place des outils de régulation douanière et des **mécanismes de limitation de la concurrence déloyale** ont eu un réel impact sur l'économie locale. Par exemple, le Sénégal a augmenté sa production locale d'oignons en interdisant l'importation en provenance des Pays-Bas pendant huit mois par an. Dans une démarche similaire, le Cameroun a recréé 110 000 emplois en interdisant l'importation de poulets congelés.



LE GÉNIE GÉNIAL



Depuis des millénaires, les paysan-ne-s ont sélectionné et multiplié les semences adaptées à leur milieu, les ont améliorées, échangées, données, vendues. Aujourd'hui, trois entreprises **multinationales** contrôlent 60 % des semences commercialisées dans le monde. Dans bien des pays, les paysan-ne-s n'ont plus le droit de reproduire ni d'échanger leurs semences. La loi du marché menace notre alimentation.

DES SEMENCES PAYSANNES



PRODUCTION LOCALE DE SEMENCES PAYSANNES EN SUISSE

Les semences sont la source de la vie. Or, depuis un demi-siècle nous assistons à un appauvrissement dramatique de l'agro-diversité. Les variétés de semences cultivées dans le monde sont extrêmement restreintes.

La plupart des paysans et paysannes achètent des semences **hybrides** et/ou certifiées, produites par des semenciers de l'**agro-industrie**. Les graines issues de ces cultures ne peuvent pas être ressemées. Trois groupes industriels contrôlent 60 % du marché mondial des semences commercialisées et cinq entreprises dominent 95 % du marché européen des semences de légumes. Seules 0.3 % de ces semences sont biologiques. Certaines variétés hybrides sont vantées par les grands semenciers et cultivées aux quatre coins de la planète. Or, cette pratique peut se révéler extrêmement périlleuse. Premièrement, l'emploi de ces variétés implique l'utilisation de produits nocifs tels que fongicides, herbicides et insecticides, vendus par les mêmes groupes, adaptés à leurs semences et nécessaires à leur développement. Ensuite, il peut arriver que les variétés deviennent résistantes à tous ces produits et qu'une maladie finisse quand même par **ravager** des pans entiers de la production.

La conservation, la multiplication et l'échange de semences paysannes est une pratique ancestrale qui garantit la **biodiversité**. Ce droit inaliénable est menacé par les accords commerciaux qui protègent les intérêts des firmes semencières au détriment du monde paysan. Celui-ci a perdu son autonomie et son savoir-faire en matière de semences et de plants, au profit d'un secteur marchand spécialisé. L'utilisation des semences paysannes devient de plus en plus difficile, les réglementations obligeant

les petit·e·s semencier·ère·s à certifier leurs productions, ce qui coûte très cher. La recherche et le développement pour le déploiement de ces variétés sont également très onéreux. L'Etat s'en désengage au profit de la recherche privée qui ne s'intéresse pas à la production de semences dite de **niche**, car non rentable.

C'est pourquoi, des réseaux de semences paysannes se sont mis en place pour garantir ce droit. La recherche, l'amélioration et le développement de semences sont souvent mis en œuvre par les paysannes et paysans eux-mêmes. Cette pratique augmente la diversité des espèces, garantit des plantes résistantes aux maladies, adaptées aux sols, aux micro-climats locaux, aux systèmes agraires ainsi qu'aux besoins alimentaires ou culturels. Par une utilisation optimale et spontanée des possibilités du milieu environnant, les modes de cultures de ces variétés paysannes préservent également les ressources naturelles. Ce procédé paysan assure des récoltes et donc des revenus. Elle autonomise la paysannerie et la libère de sa dépendance vis-à-vis de l'**agro-industrie**. Enfin, aucune forme de **génie génétique** n'est pratiquée.

Dans le secteur de l'agriculture biologique, le marché est encore trop limité pour les multinationales. Elles laissent donc volontiers la place aux entreprises locales pour développer des variétés adaptées aux conditions locales.

La sélection paysanne africaine disparaît sous la pression de l'agro-industrie mondiale, qui tente d'imposer des semences dites « améliorées », hybrides ou OGM, parfois même au travers de programmes de coopération. Mais les semences paysannes sont indispensables à l'adaptation aux changements climatiques.

PRODUCTION LOCALE DE SEMENCES PAYSANNES AU SUD

Les semences industrielles sont étudiées en laboratoire et souvent sélectionnées « hors-sol » ou en tous cas dans un environnement bien différent de celui où elles seront finalement semées. Elles sont donc inadaptées aux conditions spécifiques (sols, climat). De plus, vu qu'elles sont homogènes et en **monoculture**, dès qu'une maladie ou une météo défavorable survient, c'est l'entier du champ qui peut être décimé. Au contraire, grâce à leur hétérogénéité, les variétés paysannes s'adaptent aux conditions locales et aux changements climatiques. Sans oublier que les paysannes et paysans les ont sélectionnées depuis des générations pour leur goût et selon leurs habitudes culinaires !

LES FEMMES GARDIENNES DES SEMENCES

Plus la **biodiversité** d'un **écosystème** est importante et plus il est **résilient** et s'adapte aux changements climatiques. Il est urgent de mettre en place et de soutenir d'avantage de programmes africains de sauvegarde des semences paysannes, gérés et diffusés par les paysan-ne-s. Comme ce sont les femmes qui détiennent la plus grande partie du savoir-faire en matière de semences, elles ont un rôle de premier plan à jouer dans ces programmes. Traditionnellement en Afrique, comme en Amérique latine, la semence paysanne n'est pas monnayable

car elle est sacrée. Elle est considérée comme un être vivant à part entière. Personne n'a de droit de propriété intellectuelle dessus. Par contre, les semences s'échangent au sein de la communauté ou lors de foires. Interdire l'échange des graines parce qu'elles ne sont pas standardisées selon les normes industrielles, c'est ruiner les petit-e-s paysan-ne-s. C'est pourtant ce que font impunément les entreprises multinationales. En faisant pression sur les Etats, notamment en Amérique latine où des « lois Monsanto » sont votées, ils criminalisent les semences paysannes. En Colombie, des milliers de tonnes de semences, reproduites par la paysannerie à partir de leurs propres récoltes, ont été détruites par le gouvernement en 2013-2014. Et la résistance a été brutalement réprimée.

DES SEMENCES PAYSANNES AU CONSOMMER LOCAL

Au Sénégal, l'Association sénégalaise des producteurs de semences paysannes a observé le lien direct entre la diminution de ces semences et la disparition de plats culinaires traditionnels pourtant très nutritifs. *Uniterre* soutient cette organisation paysanne qui forme les femmes à conserver, multiplier et diffuser des variétés locales anciennes de céréales, mais aussi à expérimenter des méthodes de transformation, comme la confection de pains et gâteaux de mil, pour améliorer la consommation locale de produits sains, et créer des emplois en zone rurale.

LA VRAIE RICHESSE PAYSANNE:



La semence est le premier maillon de la chaîne alimentaire. Celui qui possède la semence possède un pouvoir redoutable : il possède la nourriture des humains et des animaux. Partout dans le monde, le très riche **patrimoine génétique** des plantes est en danger, menacé par une poignée de **multinationales agro-industrielles** de plus en plus puissantes.



ÊTRE EN PLEINE POSSESSION DE SES SEMENCES



UN GÉNIE GÊNANT :



En Suisse, l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'agriculture est pour l'instant interdite, mais elle est autorisée, sous surveillance, pour la recherche scientifique. Depuis des années, des scientifiques se penchent sur les multiples possibilités de modifier l'**ADN** des plantes et des animaux, sans tenir compte des conséquences sur l'environnement et la santé.

LE LABORATOIRE AUX CHAMPS



LES DANGERS DU GÉNIE GÉNÉTIQUE EN SUISSE

Depuis de nombreuses années, des scientifiques se penchent sur les multiples possibilités de modifier l'ADN des plantes et des animaux. Une technique débridée qui peut s'avérer dangereuse, d'autant plus que le principe de précaution n'est pas appliqué.

Des plantes génétiquement modifiées sont commercialisées depuis une vingtaine d'années. Ces technologies de modification des informations génétiques se développent rapidement.

Le **génie génétique** « classique » implique l'introduction d'un ou plusieurs **gènes** d'une autre espèce (transgénèse) dans une plante pour la rendre résistante à un **herbicide** (p.ex. au glyphosate) ou à un parasite (p.ex. la pyrale du maïs). Dans l'Union Européenne, une septantaine d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sont autorisés. Aux États-Unis, presque tous les maïs, colza et soja sont des OGM. En Suisse, un moratoire existe depuis 2005 sur leur utilisation dans l'agriculture, mais la recherche est autorisée selon une procédure par étapes, d'abord en milieu confiné, puis en plein champ.

L'utilisation des OGM dans la nature est problématique, car ils peuvent contaminer des plantes apparentées — sauvages comme cultivées — notamment lors de la pollinisation. Il y a eu, par exemple, des cas de variétés de colza GM résistant à un herbicide qui ont contaminé le colza conventionnel et la **ravenelle**, ces plantes devenant à leur tour résistantes à l'herbicide.

De nombreuses « nouvelles technologies », qui tentent de contourner certaines lois, arrivent sur le marché, comme le CRISPR-Cas 9. Cette méthode permet des mutations ponctuelles, de **désactiver** ou d'introduire un ou plusieurs gènes (eux-mêmes parfois modifiés au préalable) appartenant à la même espèce, dans l'ADN d'une plante ou d'un animal. C'est ce qui est par exemple utilisé pour obtenir des vaches sans cornes.

L'APPLICATION DU PRINCIPE DE PRÉCAUTION EST LE SEUL MOYEN POUR ÉVITER LA DIFFUSION INCONTRÔLÉE DE CES NOUVELLES SEMENCES ET PLANTES

Par ailleurs, les semences développées en laboratoire ne sont pas adaptées aux différents sols et climats extérieurs. Elles ont besoin de produits (**engrais de synthèse, pesticides...**) pour pouvoir pousser. Elles ne répondent pas aux besoins de l'agriculture telle que revendiquée par la souveraineté alimentaire, à savoir une agriculture respectueuse de l'environnement et sans risque pour la santé humaine et animale.

Enfin, ce modèle d'innovation met les ressources **phytogénétiques**, la connaissance et le savoir-faire du monde paysan aux mains du secteur privé. De plus, l'**agro-industrie** dépose des **brevets** sur ces plantes et prive ainsi les paysannes et les paysans de leur droit fondamental d'utiliser et reproduire les semences de leurs cultures, au risque d'être mis hors-la-loi et pénalisés. Le **brevetage** du vivant menace l'autonomie du monde paysan.

Vaincre la faim est un combat qui peut se passer d'OGM. Les semences génétiquement modifiées par des technologies de pointe, protégées par des brevets et vendues à prix d'or n'aident en rien les familles paysannes pauvres qui doivent les racheter chaque année.

LES DANGERS DU GÉNIE GÉNÉTIQUE AU SUD

En Colombie, la formidable variété de maïs est en train de disparaître au profit du maïs transgénique, imposé par Monsanto ou Syngenta, qui ont détruit le marché des semences locales pour imposer leurs propres semences OGM.

Au Burkina Faso ou en Inde, la même technique a été adoptée pour le coton : appauvrir le marché des graines de coton en le privant de semences locales. Les cultivateur-trice-s de coton burkinabé-e-s se sont battu-e-s pendant des années contre le coton OGM, cher et de moins bonne qualité, qui a contaminé les variétés locales. En Inde, dès le début, les paysan-ne-s se sont mobilisé-e-s contre l'introduction du coton transgénique. Mais les pressions ont été les plus fortes, malgré la baisse des récoltes. Des milliers de paysan-ne-s se sont suicidé-e-s, après s'être endetté-e-s jusqu'au cou pour acquérir les semences vantées par des publicités omniprésentes.

Lorsque les paysan-ne-s se plaignent de récoltes moins bonnes après avoir utilisé des semences génétiquement modifiées, achetées au prix fort, Monsanto, Syngenta et les autres ont toujours la même réponse : les producteurs ne savent pas utiliser la technologie ; ou alors, c'est dû au climat.

Ces trois pays sont des exemples parmi tant d'autres. Ils démontrent l'emprise quasi totale que quelques multinationales de l'**agro-industrie** exercent sur l'agriculture de pays politiquement plus faibles et économiquement sinistrés. Si les OGM représentaient vraiment une solution, les paysannes et paysans, pragmatiques, seraient les premier-ère-s à les adopter massivement. Mais les semences génétiquement

modifiées sont généralement imposées par des autorités qui ne sont pas en position de pouvoir dire non au rouleau compresseur du **lobby** des OGM.

Les semences génétiquement modifiées posent problème car :

- Elles coûtent cher, les paysan-ne-s sont dans l'obligation de les racheter chaque année et s'endettent pour le faire.
- Contrairement aux semences paysannes, elles sont inadaptées au contexte local et les récoltes sont moins bonnes.
- Si, dans un premier temps, elles nécessitent moins de **pesticides**, cela ne dure pas et, rapidement, les quantités de pesticides et d'engrais nécessaires augmentent.
- Elles contaminent les autres variétés et contribuent à l'appauvrissement de la **biodiversité**.

LES OGM POUR VAINCRE LA FAIM DANS LE MONDE ? NON, RÉPÈTENT LES EXPERTS

L'alimentation du futur n'est pas dans le **génie génétique**, mais dans la souveraineté alimentaire et l'**agroécologie**. Les communautés paysannes doivent pouvoir décider elles-mêmes de leur agriculture, utiliser leur savoir traditionnel et la diversité biologique de leur environnement. L'autodétermination, l'autonomie et la durabilité sont primordiales et aucun de ces critères n'est rempli avec les méthodes du génie génétique connues jusqu'à présent.

LES OGM POUR LUTTER CONTRE LA FAIM ?



Depuis vingt ans, le **génie génétique** est appliqué à l'agriculture. Mais les plantes génétiquement modifiées n'apportent aucune valeur ajoutée nutritive, sociale ou environnementale aux pays du Sud. Bien au contraire. Le génie génétique augmente la dépendance des paysans et paysannes, en plus d'être très nocif pour l'environnement. L'augmentation des rendements promis aux paysan-ne-s n'a pas été au rendez-vous.

UNE PROMESSE NON TENUE



LE SYSTÈME AGRO-ALIMENTAIRE INDUSTRIEL



Gel, sécheresses, pluies abondantes, tempêtes, inondations... La production mondiale de nourriture est menacée par les changements climatiques. Mais elle en est également responsable. De la déforestation au gaspillage alimentaire, en passant par la production d'engrais et l'élevage intensif, le système **agro-industriel** actuel produit plus de 50% des émissions de **gaz à effets de serre**.

ENNEMI CLIMAT N° 1 !



IMPACTS DU SYSTÈME AGRO-ALIMENTAIRE INDUSTRIEL SUR LE CLIMAT, EN SUISSE ET AU SUD

Le système alimentaire mondial contribue aujourd'hui avec près de 50% des émissions de gaz à effet de serre (GES) et affecte dangereusement notre climat.

- Dans le monde entier, l'agriculture industrielle s'étend dans les savanes, les terres humides, les plaines et les forêts, en labourant d'immenses surfaces. Avant la mise en culture, les bulldozers arrachent les arbres pour faire place nette. La contribution de l'agriculture à la **déforestation** représente ainsi 15 à 18% des émissions mondiales de **gaz à effet de serre**.
 - L'agriculture elle-même contribue à hauteur de **11 à 15% du total des gaz à effet de serre** produits dans le monde. Ces émissions proviennent de l'énergie nécessaire à la production et à l'utilisation d'**intrants** industriels (engrais chimiques, **pesticides**, herbicides), à la fabrication de tracteurs et de machines, à l'utilisation de carburant pour les faire fonctionner et des surplus de fumier générés par l'élevage intensif.
 - Ce système **agro-alimentaire** industriel se comporte comme une agence de voyage. Par exemple : du fourrage fabriqué en Argentine sert à l'alimentation de poulets au Chili, qui sont exportés vers la Chine pour transformation et sont finalement consommés dans un McDonald aux États-Unis. Une grande partie de notre nourriture parcourt des milliers de kilomètres avant d'atteindre nos assiettes. Le **transport des denrées alimentaires** représente 5 à 6% du total des émissions mondiales de GES.
 - L'étape suivante dans la chaîne alimentaire industrielle, très rentable, est la **transformation et le conditionnement des aliments** en surgelés, conserves, snacks ou boissons et nécessite une énorme quantité d'énergie, principalement sous la forme de pétrole et produits dérivés. Tous ces produits transformés et emballés génèrent environ 8 à 10% du total mondial de GES.
 - La **réfrigération, la congélation et la vente au détail** sont la clef de voûte des vastes systèmes mondiaux d'achat des chaînes de supermarchés et de restauration rapide. Le refroidissement (15% de la consommation mondiale totale d'électricité) et les fuites de fluides nécessaires au processus sont une source importante de GES. Réfrigération et vente au détail des aliments représentent ensemble 2 à 4% des émissions mondiales de GES.
 - Le gaspillage définit le système alimentaire industriel. **Près de la moitié des denrées produites sont jetées** lors du long trajet entre les exploitations agricoles et les commerçants, les transformateurs et, finalement, les détaillants et restaurants. La plupart de ces déchets pourrissent sur des tas d'ordures et des décharges et produisent entre 3 et 4% des émissions mondiales de **GES**.
- Autant de symboles d'un système économique industrialisé dévoreur d'énergie. Il y a 60 ans, une calorie était nécessaire pour en produire deux ; aujourd'hui, il en faut sept pour en produire une seule.
- Ironiquement, la principale victime des changements climatiques est l'agriculture et les paysannes du monde entier. Il est urgent d'agir.

Bonne nouvelle, des solutions existent pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre et inverser la tendance: la souveraineté alimentaire propose cinq étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population.

L'AGRICULTURE PAYSANNE AU SECOURS DU CLIMAT, EN SUISSE ET AU SUD

Elles ne seront réalisables que si l'ensemble des acteurs du système alimentaire mondial – des paysan-ne-s aux consommateur-trice-s, en passant par les transformateurs et les distributeurs, sans oublier les politiques – sont prêts à accepter et à mettre en œuvre un changement de cap radical.

Nos politiques agricoles doivent redonner une priorité à l'agriculture paysanne qui, avec moins de 25% des terres en sa possession, produit plus de 70% de la nourriture mondiale. Ces chiffres prouvent à eux seuls qu'elle est indéniablement plus efficiente que l'agriculture industrielle et son impact sur le climat bien moindre.

Ces changements passent par plusieurs étapes:

- Œuvrer activement à une répartition des terres en faveur de l'agriculture paysanne plutôt que de continuer à pousser à l'agrandissement des domaines agricoles.
- Au cours des 50 dernières années, quatre cultures principalement pratiquées sur des grands domaines ou plantations (soja, palmiers à huile, colza et canne à sucre) ont envahi une superficie de 140 millions d'hectares, quasiment l'équivalent de la totalité des terres agricoles en Inde.
- Faciliter l'accès à la terre et mener des politiques aidant à rétablir la fertilité des sols et à soutenir les marchés locaux. Ceci peut permettre de réduire de moitié les émissions de **GES** en quelques décennies.

- Les pratiques agricoles du XX^e siècle ont conduit à la destruction de 30 à 75% de la matière organique sur les terres **arables**, les pâturages et les prairies. Cette perte massive est responsable de 25 à 40% de l'excédent actuel de gaz carbonique (CO₂) dans l'atmosphère. Heureusement, celui-ci peut être remis dans la terre grâce aux pratiques de l'agriculture paysanne.
- Encourager une agriculture biologique, des méthodes **agroécologiques** qui demandent plus de main-d'œuvre mais moins gourmandes en produits chimiques ou en carburants. Le sol doit être soigné, protégé et la **biomasse** régénérée, p.ex. par les rotations de cultures, en luttant contre l'érosion et la pollution et en choisissant des productions adaptées au terrain et aux conditions.
- Réduire le nombre de kilomètres parcourus par les denrées alimentaires permet d'éliminer une grande partie des émissions de GES du système alimentaire.
- Se concentrer sur ce qui fonctionne. Le passage d'un système alimentaire industriel mondialisé, soumis au pouvoir de grandes sociétés, à des systèmes alimentaires locaux aux mains de petit-e-s agriculteur-trice-s.

À l'échelle mondiale, l'**agroécologie** est un ensemble d'initiatives locales et de pratiques innovantes qui permettra d'atteindre la souveraineté alimentaire, de pallier le changement climatique et d'éradiquer la faim.

L'AGRICULTURE PAYSANNE



L'**agroécologie** est une approche complète de l'agriculture. Les activités humaines doivent s'intégrer aux **écosystèmes** et en respecter les règles. Par ses pratiques sociales, économiques et agricoles innovantes, l'agroécologie allie traditions et dépassement du modèle capitaliste. Elle réforme la société et répond à deux enjeux majeurs : éradiquer la faim et lutter contre le réchauffement climatique.



À LA RESCOUSSE DU CLIMAT

LEXIQUE

ADN – acide désoxyribonucléique : support de l'information génétique héréditaire, élément des chromosomes qui forment le noyau de la cellule.

ACP – agriculture contractuelle de proximité : formule créée dans les années 2000 en Suisse, caractérise la relation établie entre des producteur-trice-s et des consommatrices, eurs vivant dans la même région (proximité) et concrétisée par un contrat qui engage les consommateur-trice-s à payer à l'avance les produits qui leur sont fournis.

Agroalimentaire industriel : ensemble des activités économiques liées à la transformation des denrées alimentaires en quantités importantes et fortement mécanisées. Par opposition à la transformation artisanale.

Agrocarburant : combustibles liquides d'origine agricole obtenus à partir de matières organiques végétales principalement ou animales, par opposition aux carburants fossiles (pétrole, gaz).

Agroécologie, agroécologique : terme qui peut désigner une discipline scientifique, un mouvement social ou un ensemble de pratiques agricoles. Ces trois facettes s'expriment en interaction les unes avec les autres avec des modalités qui diffèrent selon les aires géographiques.

Agroforesterie : Mode d'exploitation des terres agricoles associant des plantations d'arbres dans des cultures ou des pâturages.

Agro-diversité : comme la biodiversité, l'agrodiversité recouvre l'ensemble des plantes cultivées et des animaux d'élevage, de variétés et de races différentes, ainsi que l'ensemble des paysages agricoles produits par l'humain.

Agro-industrie : ensemble des industries en rapport avec l'agriculture, comprend tant les entreprises qui fournissent engrais, pesticides et machines, que la production sous forme de monocultures intensives et l'agroalimentaire.

Arable : une terre arable est une terre qui peut être labourée ou cultivée.

Auxiliaires des cultures : ou organismes auxiliaires (p.ex. coccinelles) utilisés en agriculture pour protéger les cultures des parasites ou autres organismes nuisibles ou pour polliniser les plantes.

Azote : l'azote sert à la croissance végétale. Normalement disponible dans le sol grâce à des pratiques culturales appropriées. L'usage d'azote de synthèse, directement assimilable par les plantes, brise le cycle d'élaboration de l'azote par les micro-organismes du sol.

Biodiversité : diversité du monde vivant à tous les niveaux (diversité biologique) : diversité des milieux (écosystèmes), diversité des espèces, diversité génétique au sein d'une même espèce.

Biomasse : ensemble de la matière organique d'origine végétale ou animale.

Brevet, brevetage : titre de propriété validé par une autorité juridique qui protège une invention, notamment de la concurrence. Il confère à son titulaire un monopole d'exploitation sur l'invention brevetée à compter, en principe, de la date de dépôt et pour une durée maximale de 20 ans.

Circuit court : dans le cadre économique, circuit de distribution dans lequel intervient au maximum un intermédiaire entre les producteur-trice-s et les consommateur-trice-s.

CO₂ : dioxyde de carbone ou gaz carbonique. Un des gaz à effet de serre avec le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O).

Concurrence déloyale : est déloyal et illicite tout comportement ou pratique commerciale qui trompe ou contrevient de toute autre manière aux règles de la bonne foi et qui influe sur les rapports entre concurrents ou entre fournisseurs et clients. On l'appelle aussi dumping.

Coûts cachés : ceux qui se reportent sur la santé, sur l'environnement et sur les générations futures. C'est-à-dire, coûts générés par les transports (émissions de CO₂), le gaspillage des ressources (d'aliments, d'animaux), les impacts sociaux (chômage, précarité, etc.)

Culture de rente : culture réservée uniquement à la vente à l'agro-industrie, en général, et non pour l'alimentation de celles ou ceux qui produisent, que ce soit en Suisse ou au Sud. P.ex. cacao, coton, tabac, betterave sucrière, etc.

Désactivation : en génie génétique, chaque gène a une fonction spécifique. En désactivant un gène, on élimine sa raison d'être. P.ex. si le gène de croissance myostatine est désactivé chez un animal ou un humain, ses tissus musculaires continueront de croître.

Ecosystème : unité écologique de base formée par le milieu (biotope) et les organismes animaux, végétaux et bactériens qui y vivent. P.ex. la forêt est un écosystème.

Endogène : se rapporte à ce qui est interne à une communauté, par opposition à ce qui vient de l'extérieur (p.ex. les savoirs endogènes).

Engrais minéraux (ou chimiques): matières fertilisant le sol et produites à partir de minerais extraits du sous-sol (phosphate, potasse) ou fabriquées à partir de l'azote de l'air.

Gaz à effet de serre (GES): gaz qui absorbent une partie des rayons solaires en les redistribuant sous la forme de radiations au sein de l'atmosphère terrestre, phénomène appelé effet de serre. Pour la plupart, gaz émis par la combustion du pétrole, charbon, bois, mais aussi par la fermentation des matières organiques.

Gène: unité définie localisée sur un chromosome et responsable de la production des caractères héréditaires.

Génie génétique: méthodes d'investigation et d'expérimentation sur les gènes.

Humus: couche supérieure du sol créée, entretenue et modifiée par la décomposition de la matière organique, principalement par l'action combinée des animaux, des bactéries et des champignons du sol. L'humus est une matière souple et aérée, qui absorbe et retient bien l'eau.

Hybride: en botanique, croisement entre deux variétés différentes dont on veut valoriser certaines caractéristiques; si l'on sème les graines issues de plantes hybrides, elles ne reproduiront pas la plante hybride elle-même, mais chacune des deux variétés utilisées pour le croisement.

Intrants: en agriculture, on appelle « intrants » les différents produits apportés aux terres et aux cultures, qui ne proviennent ni de l'exploitation agricole, ni de sa proximité. Les intrants ne sont pas naturellement présents dans le sol, ils y sont rajoutés pour améliorer le rendement des cultures.

Lobby, lobbying: groupe de pression qui défend les intérêts d'entreprises ou d'associations. Le lobbying désigne la pratique de ces pressions.

Mécaniser, mécanisation: introduction de moyens mécaniques qui remplacent le travail manuel, tels que tracteurs et machines associées (tractées), salles de traite et bacs de réfrigération pour conserver le lait avant la livraison, chambres froides pour les légumes, etc.

Mécanismes de limitation: outils pour éviter une sur-offre de produits et assurer des prix équitables.

Microcrédit: attribution de prêts de faible montant à des personnes (entrepreneuses ou artisanes) qui ne peuvent pas accéder aux prêts bancaires classiques. La forme choisie à l'origine était basée sur la méthodologie de crédit collectif, utilisant les mécanismes d'épargne locale et de caution solidaire et la supervision des pairs pour couvrir le risque de crédit.

Micro-organismes: organismes microscopiques, invisibles à l'œil nu, de nature animale (bactéries, microbes, etc.) ou végétale (champignons, algues, etc.). Ceux qui vivent dans le sol vivent en symbiose avec les plantes pour lesquelles ils préparent les nutriments absorbés par les racines.

Monoculture: par opposition à polyculture, pratique agricole qui consiste à cultiver un seul produit sur un même domaine ou dans une même région, en général sur de grandes surfaces. P.ex. monoculture de palmier à huile, monoculture de blé.

Multinationale: entreprise qui a des activités ou est implantée dans plusieurs pays.

Néolibéralisme: le néolibéralisme se caractérise par une limitation du rôle de l'Etat en matière économique, sociale et juridique, par l'ouverture de nouveaux domaines d'activité à la loi du marché et par une vision de l'individu en tant que « capital humain », que celui-ci parviendra à développer et à faire fructifier s'il sait s'adapter, innover, etc.

Niche: une production de niche correspondant à la production d'un produit (ou un service) très spécifique, par opposition à la production de masse. P.ex., la production de semences biologiques est considérée par les grands semenciers comme une production de niche.

Nutriments: substances élémentaires contenus dans les aliments, ou issus de la nature ambiante, et nécessaires pour vivre. Un nutriment (eau, glucides, lipides, protéines, vitamines, sels minéraux) peut être directement assimilé sans aucune modification chimique.

Paiements directs: les paiements directs rétribuent des prestations d'intérêt général devant être fournies par l'agriculture en vertu de l'art. 104 de la Constitution fédérale. Il s'agit, notamment, de l'entretien du paysage cultivé, de la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité, de modes de production particulièrement en accord avec la nature, écocompatibles et respectueux de la vie animale.

Patrimoine génétique: ensemble des caractères hérités (sens strict). Dans la réalité, la notion de patrimoine génétique est généralement étendue et recouvre la totalité des espèces vivantes sur un écosystème donné, c'est-à-dire devient synonyme de biodiversité.

Pesticides de synthèse: ensemble des produits chimiques employés contre les parasites animaux et végétaux des cultures (insecticides, herbicides, fongicides, etc.).

Phytogénétique: botanique, relatif à la phytogenèse, au développement des végétaux.

Polyculture : pratique agricole qui consiste à cultiver simultanément différents produits sur un même domaine ou dans une même région.

Principe de précaution : le principe de précaution stipule que « en cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives, visant à prévenir la dégradation de l'environnement » (Déclaration de Rio, 1992)

Quota : quantité limitée ou réglementaire (contingent) ; p.ex. pour éviter une surproduction de lait, les producteurs-trices et/ou l'Etat peuvent mettre en place des quotas régionaux (montagne, plaine).

Ravageurs, ravager : animaux, champignons, bactéries et virus qui détruisent les cultures.

Ravenelle : ou radis sauvage, espèce de plante annuelle commune de la famille des Brassicaceae, p.ex. les choux, la moutarde, le colza, etc.

Résilience : capacité d'un système à absorber une perturbation, à se réorganiser, et à continuer de fonctionner de la même manière qu'avant la survenance de cette perturbation.

Sécurité alimentaire : chaque être humain à le droit d'accéder une nourriture suffisante, saine et adéquate. Il s'agit d'un droit fondamental reconnu par les Nations Unies.

Sous-région, sous-régional : subdivision d'une région territoriale ; p.ex. la sous-région de l'Afrique de l'Ouest regroupe plusieurs pays.

Usurier : personne qui prête de l'argent en exigeant un taux d'intérêt excessif, au-delà du taux légal ou des usages commerciaux.

www.souverainetealimentaire.ch www.souverainetealimentaire.org

Partenaires cités dans ces pages

-  www.affairetournereve.ch
-  www.icipe.org
-  www.fenop.org
-  www.secaar.org
-  www.terresjaunes.org
-  www.africaconvergence.net
-  www.oadel.org
-  www.bede-asso.org
-  www.beninsynergiepaysanne.org

Pour aller plus loin

-  www.semencesdepays.ch
-  www.stopogm.ch
-  www.fracp.ch
-  www.fian-ch.org/fr
-  www.grain.org
-  www.viacampesina.org/fr
-  www.nyelenieurope.net
-  www.eurovia.org/fr
-  www.cetim.ch/droits-des-paysans

Ont participé à l'élaboration de *La souveraineté alimentaire : agir aujourd'hui pour bien manger demain*



ASC



Reconnaître l'agriculture paysanne, c'est lutter contre l'industrialisation croissante de notre système alimentaire, qui nuit à la santé et à la vie, au climat, à l'environnement et à la société toute entière.

Alexis Corthay, paysan suisse

La souveraineté alimentaire – contrairement à la sécurité alimentaire – implique la notion de qualité, on parle du droit à une alimentation saine. Et du droit de décider.

Fatou Binetou Diop, paysanne sénégalaise

Nous, les paysan-ne-s, sommes une des plus grandes forces de notre société et non un fardeau tirant nos pays vers le bas. Les politiques doivent véritablement nous placer au cœur des décisions.

Ramona Duminicioiu, paysanne roumaine

Il s'agit de redresser le déséquilibre monstrueux causé par le système marchand qui a amené à tant d'injustices, et de rétablir l'autonomie. La production d'aliments de qualité pour tous doit se faire partout et par tous, y compris par les plus démunis.

Alihou Ndiaye, paysan sénégalais

La souveraineté alimentaire implique un changement de mentalité. Elle est la clef de l'espoir.

Ludwig Rumetshofer, paysan autrichien

expo.souverainetealimentaire.org

